

**INSTRUCTION COMPLÉMENTAIRE 45-101
À LA NORME CANADIENNE 45-101
PLACEMENTS DE DROITS DE SOUSCRIPTION, D'ÉCHANGE
OU DE CONVERSION**

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE	TITRE	PAGE
PARTIE 1	PLACEMENTS EN VERTU D'UNE DISPENSE DE PROSPECTUS	1
	1.1 Avis sous le régime de la dispense de prospectus relative à un placement de droits	1
	1.2 Objection à l'utilisation de la dispense de prospectus	1
	1.3 Calcul du nombre de titres	2
	1.4 Envois	3
	1.5 Rapports visés par l'Instruction générale canadienne n° C 2-A ou l'Instruction générale canadienne n° C 2-B	3
	1.6 Acceptation de la notice d'offre	3
	1.7 Possibilité de se prévaloir de la dispense d'inscription	3
PARTIE 2	PLACEMENTS AU MOYEN D'UN PROSPECTUS	3
	2.1 Possibilité de se prévaloir de la dispense d'inscription	3
	2.2 Intérêt public	4
PARTIE 3	SOUSCRIPTION PAR DES INITIÉS	4
	3.1 Souscription par des initiés	4
PARTIE 4	ENGAGEMENT DE SOUSCRIPTION	4
	4.1 Engagement de souscription	4
PARTIE 5	PLACEMENTS À L'EXTÉRIEUR DU TERRITOIRE INTÉRESSÉ	5
	5.1 Placements à l'extérieur du territoire intéressé	5
PARTIE 6	RESTRICTIONS EN MATIÈRE DE REVENTE	5
	6.1 Restrictions en matière de revente	5
PARTIE 7	DISPENSES	5
	7.1 Dispenses	5

**PROJET D'INSTRUCTION COMPLÉMENTAIRE 45-101
À LA NORME CANADIENNE 45-101
PLACEMENTS DE DROITS DE SOUSCRIPTION, D'ÉCHANGE
OU DE CONVERSION¹**

PARTIE 1 PLACEMENTS EN VERTU D'UNE DISPENSE DE PROSPECTUS

1.1 Avis sous le régime de la dispense de prospectus relative à un placement de droits - L'autorité responsable considérera que les documents suivants constituent l'avis qui doit être envoyé en vertu de la législation en valeurs mobilières aux fins d'utilisation de la dispense de prospectus relative à un placement de droits :

- 1) une notice d'offre sous forme de projet et définitive;
- 2) l'information qui doit être envoyée en application de l'alinéa 10.1(1)e) et du paragraphe 10.1(2) de la norme aux fins d'utilisation de la dispense prévue au paragraphe 10.1(1) de la norme.

1.2 Objection à l'utilisation de la dispense de prospectus

- 1) L'autorité responsable peut exercer la compétence que lui confère la loi pour s'opposer à un placement de droits effectué conformément à la dispense de prospectus relative à un placement de droits dans les cas suivants :
 - a) le placement de droits vise à financer la réactivation d'un émetteur inactif;
 - b) le placement de droits vise à financer un projet important qui constituerait une dérogation appréciable par rapport aux activités de l'émetteur à la date de ses derniers états financiers annuels déposés en vertu de la législation en valeurs mobilières;
 - c) une contrepartie excessive est payable au chef de file, à un courtier démarcheur ou au titre d'un engagement de souscription;
 - d) l'autorité responsable estime que, dans les circonstances, l'utilisation de la dispense n'est pas appropriée.
- 2) Nonobstant l'alinéa 1.2(1)a), en règle générale, l'agent responsable de la Colombie-Britannique ne s'opposera pas à l'utilisation de la dispense du prospectus relatif à un placement de droits uniquement en raison du fait que le produit du placement de droit sera utilisé pour financer une réactivation. Dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, l'agent responsable tiendra compte des facteurs suivants :

¹ Il est prévu que le présent projet d'instruction complémentaire sera adopté sous forme d'instruction dans tous les territoires représentés au sein des ACVM.

- a) le montant des fonds à réunir, qui doit généralement être inférieur à :
 - (i) 500 000 \$, si le placement de droits remplit la condition énoncée au paragraphe 1) de l'article 2.2 de la norme;
 - (ii) 250 000 \$, si l'augmentation du nombre de titres en circulation de cette catégorie devant être émis à l'exercice des droits ne doit pas dépasser 50 pour cent du nombre de titres de cette catégorie qui étaient en circulation immédiatement avant le placement de droits (auquel cas l'agent responsable est prêt à accorder une dispense de la limite de 25 pour cent prévue au paragraphe 1) de l'article 2.2);
- b) si la notice d'offre établie pour le placement de droits et les autres dossiers dont la remise est exigée constituent un exposé complet, véridique et clair de tous les faits importants se rapportant à la réactivation;
- c) la mesure dans laquelle les porteurs de titres de l'émetteur, exception faite des dirigeants et des initiés, peuvent raisonnablement participer au placement de droits (en règle générale, l'agent responsable n'aura pas d'objection si les actionnaires publics pouvant participer à l'opération représentent plus de 50 pour cent de tous les porteurs de titres).

1.3

Calcul du nombre de titres

- 1) En ce qui concerne le calcul du nombre de titres en circulation pour l'application du paragraphe 1) de l'article 2.2 de la norme, l'avis des Autorités canadiennes en valeurs mobilières est le suivant :
 - a) si :
 - x = le nombre de titres de la catégorie de titres qui doivent être émis ou l'ont été à l'exercice des droits aux termes de tous les placements de droits faits par l'émetteur sur le fondement de la dispense du prospectus relatif à un placement de droits pendant les douze mois précédents;
 - y = le nombre maximal de titres qui doivent être émis à l'exercice des droits aux termes du placement de droits proposé;
 - z = le nombre de titres de la catégorie de titres qui doivent être émis à l'exercice des droits aux termes du placement de droits proposé et qui sont en circulation à la date de la notice d'offre établie pour le placement de droits proposé qui est remise à l'autorité en valeurs mobilières;
- alors $\frac{x+y}{z}$ doit donner tout au plus 0,25;

b) il n'est pas approprié de dépasser le seuil de 25 pour cent indiqué au paragraphe 1) de l'article 2.2 de la norme si les titres convertibles en titres qui doivent être émis à l'exercice des droits sont susceptibles d'être convertis peu de temps après le placement de droits. Par conséquent, sauf s'il est raisonnable de croire que les titres convertibles ne seront pas convertis dans les douze mois qui suivent la date du placement de droits, l'augmentation possible du nombre de titres en circulation doit être calculée comme s'il y avait eu conversion².

2) La formule suggérée au paragraphe 1) doit être rajustée pour tenir compte de tout placement de droits fait simultanément.

3) Puisque, aux termes du paragraphe 1) de l'article 2.2 de la norme, un placement de droits conformément à une dispense de prospectus qui aurait pour effet d'augmenter de plus de 25 pour cent le nombre de titres est interdit, il n'est généralement pas permis aux termes de ce paragraphe de se prévaloir d'une dispense de prospectus relative à un placement de droits dans le cadre duquel les droits peuvent être exercés en un titre de la catégorie de titres dont aucun n'était en circulation avant la date de l'émission des droits.

1.4 Envois – Aux termes de la norme, l'émetteur doit déposer un projet de notice d'offre pour s'assurer que les autorités responsables sont satisfaites de son contenu. Lorsqu'elles le sont, elles font savoir à l'émetteur qu'elles sont disposées à accepter la version définitive de la notice d'offre.

1.5 Rapports visés par l'Instruction générale n° C 2-A ou l'Instruction générale canadienne n° C 2-B – Les autorités responsables peuvent s'opposer à l'utilisation de la dispense de prospectus relative à un placement de droits si les rapports produits aux termes de l'Instruction générale canadienne n° C 2-A, de l'Instruction générale canadienne n° C 2-B ou de toute norme qui les remplace ne sont pas conformes à ces instructions ou à toute norme qui les remplace.

1.6 Acceptation de la notice d'offre - L'autorité responsable qui accepte la remise, de la part d'un émetteur, de l'information concernant ses titres le lui confirme par écrit.

1.7 Possibilité de se prévaloir de la dispense d'inscription – Il est généralement également possible de se prévaloir de la dispense d'inscription relative à un placement de droits dans les cas où il est possible de se prévaloir de la dispense de prospectus relative à un placement de droits.

PARTIE 2 PLACEMENTS AU MOYEN D'UN PROSPECTUS

2.1 Possibilité de se prévaloir de la dispense d'inscription - L'émetteur qui se propose de faire un placement de droits au moyen d'un prospectus peut se prévaloir de la dispense d'inscription relative à un placement de droits. En règle générale, les

² Cette disposition vise à inclure dans le calcul du seuil de 25 pour cent les titres qui doivent être émis suivant une conversion faite dans les douze mois, sauf les titres pour lesquels on peut raisonnablement croire que la conversion ne se fera pas dans ce délai. Par conséquent, sauf s'il est peu vraisemblable que la conversion se fasse dans l'année qui suit la date du placement de droits, les autorités responsables examineront le placement possible de titres sous-jacents en regard du placement des titres convertibles.

Autorités canadiennes en valeurs mobilières ne s'opposeront pas à l'utilisation de cette dispense dans ce cas.

- 2.2 Intérêt public** - L'agent responsable peut refuser de viser un prospectus déposé en vue d'un placement de droits aux termes duquel des droits sont émis s'ils peuvent être exercés en contrepartie de titres convertibles pour lesquels un paiement additionnel doit être versé par le porteur à la conversion et si les titres sous-jacents aux titres convertibles ne sont pas admissibles aux termes du prospectus. Ainsi, la personne ou la société qui a souscrit des droits pourra exercer les recours pour déclaration fautive ou trompeuse stipulés dans le prospectus.

PARTIE 3 SOUSCRIPTION PAR DES INITIÉS

- 3.1 Souscription par des initiés** - Selon l'article 5.1 de la norme, en l'absence de marché pour les titres devant être émis à l'exercice des droits ou si le prix de souscription est supérieur au cours, il n'est pas nécessairement interdit à un initié d'exercer ses droits aux termes d'un placement de droits. Les initiés peuvent en effet souscrire des titres devant être émis à l'exercice des droits pour maintenir leur position dans une catégorie de titres et éviter toute dilution. Toutefois, ils ne peuvent exercer leurs droits pour accroître leur participation dans l'émetteur. Étant donné qu'on peut seulement connaître le nombre maximal de titres qu'un initié peut acquérir aux termes d'un placement de droits et leur valeur maximale lorsqu'on détermine le nombre de droits exercés par les non-initiés, les émetteurs qui se fondent sur le paragraphe 5.1 devront prévoir un mécanisme pour « récupérer » les titres souscrits par des initiés et rembourser le produit de souscription dans certains cas, par exemple lorsque des non-initiés n'exercent pas entièrement les droits qu'ils détiennent ou qu'ils les vendent à des initiés. Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières suggèrent le recours à un dispositif de blocage pour assurer, au besoin, une récupération efficace des titres.

PARTIE 4 ENGAGEMENT DE SOUSCRIPTION³

- 4.1 Engagement de souscription** - Lorsqu'il s'agit d'évaluer si une personne ou une société qui s'engage dans le cadre d'un engagement de souscription a la capacité financière requise pour remplir ses obligations aux termes de cet engagement, l'autorité responsable considérera les documents suivants :

- 1) un état de la valeur nette attesté par la personne ou la société qui s'engage;
- 2) une lettre de crédit délivrée par une banque;
- 3) les derniers états financiers annuels vérifiés de la personne ou de la société qui s'engage;
- 4) toute autre garantie contre l'insuffisance de fonds.

³ Cette disposition repose sur une exigence du régime de placement de droits de la Colombie-Britannique et donne au personnel un mode d'évaluation de la capacité de financement.

PARTIE 5 PLACEMENTS À L'EXTÉRIEUR DU TERRITOIRE INTÉRESSÉ

5.1 Placements à l'extérieur du territoire intéressé

- 1) Une Autorité canadienne en valeurs mobilières peut envisager de prendre des mesures appropriées, comme refuser d'accorder une dispense à un émetteur, rendre une ordonnance d'interdiction d'opérations ou lui infliger d'autres sanctions, ainsi qu'à ses administrateurs et à ses dirigeants, si cet émetteur exclut d'un placement de droits certains porteurs de ses titres qui résident dans son territoire et s'il est :
 - a) soit un émetteur assujetti;
 - b) soit un émetteur non assujetti, mais dont les porteurs de titres qui résident dans son territoire :
 - i) soit représentent au moins cinq pour cent des porteurs des titres de la catégorie qui doit être émise à l'exercice des droits aux termes du placement de droits;
 - ii) soit détiennent au moins cinq pour cent des titres de la catégorie qui doit être émise à l'exercice des droits aux termes du placement de droits.
- 2) Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières reconnaissent qu'il est difficile de déterminer la propriété véritable étant donné le système d'inscription en compte des titres. Elles sont d'avis que l'émetteur doit déployer des efforts raisonnables pour savoir dans quels territoires ses actionnaires résident. Il pourra notamment demander à son agent des transferts de lui fournir la liste des actionnaires et la liste des participants, et demander à chaque participant de lui fournir de l'information sur le nombre total d'actionnaires pour lesquels il détient des titres dans chaque territoire et sur le pourcentage de titres de la catégorie que détiennent les actionnaires dans chaque territoire.

PARTIE 6 RESTRICTIONS EN MATIÈRE DE REVENTE

- 6.1 Restrictions en matière de revente** - Les émetteurs sont priés de se reporter à la législation en valeurs mobilières pour déterminer les restrictions en matière de revente et les dispenses applicables.

PARTIE 7 DISPENSES

- 7.1 Dispenses** – Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières considéreront la possibilité d'octroyer une dispense de l'application du paragraphe 2) de l'article 2.2 de la norme dans certains cas, si les titres pouvant être émis à l'exercice des droits peuvent être convertis en titres d'une catégorie actuellement en circulation ou échangés contre ceux-ci.